



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le débat sur le productivisme

Mr Jean-Claude Tirel

Citer ce document / Cite this document :

Tirel Jean-Claude. Le débat sur le productivisme. In: Économie rurale. N°155, 1983. pp. 23-30;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1983.2961>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1983_num_155_1_2961

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

This debate bears on the analysis of the development process in French agriculture since the end of the 1950-ties. The socioeconomic situation which was drastically changed by the crisis may not allow a process where a more and more expensive and scarce capital continues to drive farm labour towards sectors with severe unemployment.

The main issues of the debate are : the capital necessary for a « productivistic » system, the marginalisation of certain areas, the expansion of production structures, the intensification of animal production (especially dairying) and plant production through biological progress... the impact of national and international outlets on production systems and the deference of farm incomes, the farmers' claims to better living and working conditions, less foreign dépendance of the food and farm industry...

On an aggregate level, the objectives appear inconsistent. In fact, it is the coherent choice of ways and means which will settle point by point the debate on « productivism ».

Résumé

Le concept de « productivisme » n'a jamais été défini ; le débat porte en fait sur l'analyse du processus de développement suivi par l'agriculture française depuis la fin des années 50. Ce processus est ramené, ici, à un ensemble de phénomènes d'intensification de l'exploitation du facteur travail caractérisés par la combinaison de quantités croissantes de terre et/ou de capital à l'unité travailleur. Par rapport à la question du devenir de l'agriculture française le problème peut s'énoncer ainsi : le contexte socio-économique profondément modifié depuis la crise, permet-il la poursuite d'un processus dans lequel le capital, aujourd'hui plus cher ou plus rare, continuerait à chasser le travail agricole vers des secteurs où sévit un chômage tenace ?

L'article présente les arguments avancés par les parties sur les points forts du débat. Le volume de capital exigé, par les systèmes « productivistes » ne permet plus la reproduction d'un certain nombre d'exploitations, et l'installation d'un maximum de jeunes en agriculture. Le processus d'exploitation intensive du travail a marginalisé certaines zones, sa poursuite les condamnerait définitivement. L'agrandissement des structures de production est-elle inéluctable ? Le débat sur l'intensification de la production animale (lait notamment) n'est-il pas faussé par le fait que les pouvoirs publics et l'appareil d'encadrement n'ont guère aidé les systèmes alternatifs éventuels. Les progrès de la biologie ne laissent-ils pas entrevoir la possibilité d'autres formes d'intensification de la production végétale ? Des systèmes de production fortement dépendants des marchés nationaux et internationaux sont-ils les plus adaptés à la défense du revenu des agriculteurs face aux aléas naturels et économiques ? Les exigences des agriculteurs en matière de conditions de vie et de travail, sont-elles compatibles avec la poursuite d'une exploitation intensive du travail physique agricole ? Enfin la moindre dépendance du secteur agro-alimentaire par rapport à l'étranger passe-t-elle par la poursuite de l'expansion des exportations ou par une reconquête progressive des marchés intérieurs ?

Une approche pragmatique montre qu'il ne peut y avoir, à court terme, rupture totale du processus du développement des dernières décennies. Mais les objectifs sur lesquels un consensus apparaît lorsqu'ils sont pris un à un, s'avèrent globalement difficilement compatibles. Un compromis optimal ne peut être défini que par rapport à un projet politique précis. C'est en fait dans le choix cohérent des voies et des moyens - sur lesquels porte l'essentiel des divergences - que sera tranché, concrètement et point par point, le débat sur le « productivisme ».

LE DÉBAT SUR LE PRODUCTIVISME

J.C. TIREL *

Résumé :

Le concept de « productivisme » n'a jamais été défini ; le débat porte en fait sur l'analyse du processus de développement suivi par l'agriculture française depuis la fin des années 50. Ce processus est ramené, ici, à un ensemble de phénomènes d'intensification de l'exploitation du facteur travail caractérisés par la combinaison de quantités croissantes de terre et/ou de capital à l'unité travailleur. Par rapport à la question du devenir de l'agriculture française le problème peut s'énoncer ainsi : le contexte socio-économique profondément modifié depuis la crise, permet-il la poursuite d'un processus dans lequel le capital, aujourd'hui plus cher ou plus rare, continuerait à chasser le travail agricole vers des secteurs où sévit un chômage tenace ?

L'article présente les arguments avancés par les parties sur les points forts du débat. Le volume de capital exigé, par les systèmes « productivistes » ne permet plus la reproduction d'un certain nombre d'exploitations, et l'installation d'un maximum de jeunes en agriculture. Le processus d'exploitation intensive du travail a marginalisé certaines zones, sa poursuite les condamnerait définitivement. L'agrandissement des structures de production est-elle inéluctable ? Le débat sur l'intensification de la production animale (lait notamment) n'est-il pas faussé par le fait que les pouvoirs publics et l'appareil d'encadrement n'ont guère aidé les systèmes alternatifs éventuels. Les progrès de la biologie ne laissent-ils pas entrevoir la possibilité d'autres formes d'intensification de la production végétale ?

Des systèmes de production fortement dépendants des marchés nationaux et internationaux sont-ils les plus adaptés à la défense du revenu des agriculteurs face aux aléas naturels et économiques ? Les exigences des agriculteurs en matière de conditions de vie et de travail, sont-elles compatibles avec la poursuite d'une exploitation intensive du travail physique agricole ? Enfin la moindre dépendance du secteur agro-alimentaire par rapport à l'étranger passe-t-elle par la poursuite de l'expansion des exportations ou par une reconquête progressive des marchés intérieurs ?

Une approche pragmatique montre qu'il ne peut y avoir, à court terme, rupture totale du processus du développement des dernières décennies. Mais les objectifs sur lesquels un consensus apparaît lorsqu'ils sont pris un à un, s'avèrent globalement difficilement compatibles. Un compromis optimal ne peut être défini que par rapport à un projet politique précis. C'est en fait dans le choix cohérent des voies et des moyens - sur lesquels porte l'essentiel des divergences - que sera tranché, concrètement et point par point, le débat sur le « productivisme ».

Summary :

THE DEBATE ON « PRODUCTIVISM »

This debate bears on the analysis of the development process in French agriculture since the end of the 1950-ties. The socioeconomic situation which was drastically changed by the crisis may not allow a process where a more and more expensive and scarce capital continues to drive farm labour towards sectors with severe unemployment.

The main issues of the debate are : the capital necessary for a « productivistic » system, the marginalisation of certain areas, the expansion of production structures, the intensification of animal production (especially dairying) and plant production through biological progress... the impact of national and international outlets on production systems and the deference of farm incomes, the farmers' claims to better living and working conditions, less foreign dependance of the food and farm industry...

On an aggregate level, the objectives appear inconsistent. In fact, it is the coherent choice of ways and means which will settle point by point the debate on « productivism ».

« Productivisme » est un néologisme que les protagonistes des combats qui se sont engagés à son sujet ont totalement oublié de définir, pressés qu'ils étaient, sans doute, d'en découdre sur n'importe quoi.

Ce mot a rejoint ainsi la cohorte des termes que l'on retrouve dans les rapports et les discours des uns et des autres et qui ne valent que par leur connotation : ainsi parle-t-on de la compétitivité sans préciser le niveau d'où on la juge, de la productivité sans définir l'unité à laquelle on se réfère, de l'intensification sans même évoquer la nature des processus incriminés... La démarche a un côté sympathique : chacun met ce qu'il veut derrière chaque concept, et aborde le débat sans crainte de voir se réaliser un malencontreux consensus qui le priverait de la joie sans cesse renouvelée de retrouver la discussion au point initial.

C'est finalement le contenu même des différents débats qui se sont instaurés depuis les premiers travaux du Club de Rome, et depuis moins de dix ans pour ce qui est de notre agriculture, qui peut nous aider à cerner la portée du concept du productivisme.

Même si dans l'analyse de certains points (limitation de certaines productions excédentaires, expansion de la politique d'exportations agro-alimentaires) le productivisme a pu se confondre avec la priorité donnée au développement de la production, cet aspect ne saurait suffire à définir le concept. Les productivistes compteraient dans leurs rangs R. Dumont ou les responsables du MODEF, et auraient adopté pour Bible les aventures de Robinson Crusoë... chères à certains néo-ruraux !

Le productivisme ne se réduit pas non plus à la défense de la notion de productivité globale des facteurs, ou de la productivité

* Directeur Scientifique INRA Sciences Sociales.

de l'ensemble du travail direct et indirect introduit dans les processus de production agricole. Comme le souligne M. Blanc (1981) les adversaires d'un productivisme ainsi défini apparaîtraient parfaitement réactionnaires. Par contre, la recherche d'une productivité maximum du seul travail direct apparaît pour les adversaires du « productivisme », correspondre assez bien au processus fondamental qu'ils dénoncent dans la plupart des critiques qu'ils adressent à tel ou tel aspect du mode de développement du secteur agro-alimentaire au cours de trois dernières décennies.

Cette analyse de Michel Blanc recoupe en fait assez largement le constat plus empirique de ceux qui, sans définir le productivisme en tant que tel, soulignent que le contenu du débat se situe au niveau d'une analyse critique de ce mode (ou « modèle ») de développement du système agro-alimentaire et de l'interrogation sur le caractère inéluctable ou non, d'une transformation profonde de cette évolution face au nouveau contexte socio-économique national et international. En effet si - et c'est un exercice toujours périlleux - nous tentons de caricaturer les processus moteurs de cette transformation de l'agriculture depuis les années 50, nous pouvons le présenter comme une procédure d'intensification rapportés non pas au facteur terre comme il est assez classique de le faire, mais au facteur travail agricole dont l'exploitation intensive a été progressivement obtenue par combinaison de quantités accrues d'autres facteurs terre et/ou capital. Ce type d'analyse rejoint donc, sur le plan général, les analyses d'auteurs marxistes (Lacroix, Mollard, 1981).

Après avoir démonté ce processus d'intensification et donné quelques illustrations de ses différentes formes, nous analyserons un certain nombre de thèmes sur lesquels ont porté les principaux débats, enfin nous tenterons de nous interroger en conclusion sur l'intérêt que pourrait présenter une réponse claire et sans nuance à ce débat pour la définition pratique de la politique économique du secteur agro-alimentaire des décennies futures.

I. DE L'EXPLOITATION INTENSIVE DE LA TERRE A L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

En micro-économie le concept d'intensification a un sens précis, il se réfère à une unité d'un facteur de production auquel on combine des quantités accrues d'autres facteurs de production. Si l'on parle de production intensive, le concept ne peut être rigoureux que si l'on désigne clairement l'unité à laquelle on se réfère : la culture betteravière est intensive parce que chaque hectare (facteur terre) réclame beaucoup de travail et de capital, l'élevage laitier spécialisé est souvent désigné comme intensif parce que chaque vache laitière (élément de capital) consomme relativement beaucoup de travail et aussi de capital (bâtiments, aliments achetés).

L'intensification ne s'identifie pas à la recherche de l'accroissement de la production même si, dans de nombreux cas de figure, seule une augmentation du volume de produit peut justifier économiquement ce processus d'intensification. Cette déformation est apparue historiquement parce que le facteur le plus rigide, le plus rare et le plus onéreux, était la terre. L'exploitation intensive de la terre correspondait à une combinaison accrue de travail et de capital qui ne pouvait trouver sa juste rémunération que dans une augmentation des récoltes.

L'ambiguïté du concept d'intensification, ainsi défini par rapport à un facteur, vient du fait qu'il peut exister une large place de substituabilité entre les autres facteurs ; il est dès lors évident que les formes d'intensification sont très variées. Ainsi par rapport au facteur « terre » les anglo-saxons distinguent des formes « labor-intensive » dans lesquelles l'exploitation intensive du sol est obtenue par accroissement des quantités de travail (petites exploitations classiques par exemple) et des formes « capital-intensive » dans lesquelles l'intensification est surtout obtenue par accroissement du capital (consommations intermédiaires, matériels, équipements).

Du coup, les relations de l'intensification avec d'autres concepts comme la productivité se compliquent. Si l'exploitation intensive du facteur le plus rare et le plus coûteux, vise bien d'une part à l'accroissement de la productivité partielle de ce facteur, et d'autre part à l'élévation de la productivité globale de l'ensemble des facteurs, il est bien évident d'après la théorie de la production que la productivité partielle de chacun des autres facteurs peut s'améliorer ou se détériorer parallèlement sans pour autant remettre en cause l'intérêt du processus pour autant que les rapports de prix soient maintenus. Nous verrons plus loin que le débat n'a pas toujours été très clair sur la baisse de productivité des consommations intermédiaires.

Depuis le milieu des années cinquante, c'est incontestablement le facteur travail qui, en agriculture, est devenu le centre des préoccupations des agriculteurs. Les opportunités d'emplois ouvertes dans l'industrie et le secteur tertiaire et la nécessité de dégager une rémunération suffisante - sinon à parité avec les autres catégories socio-professionnelles - ont conduit progressivement à placer le travail au cœur du processus d'intensification, à tenter de réduire le contenu en travail direct agricole de chaque unité produite en lui substituant d'autres facteurs moins coûteux et notamment des éléments de capital. Très vite la productivité partielle du travail direct agricole est devenu un indicateur économique largement corrélé avec les résultats globaux d'exploitation.

C'est pourquoi - bien que le maniement de ce concept ne soit pas très habituel - nous l'avons choisi pour caractériser l'évolution de l'agriculture au cours de cette période.

L'avantage de se référer à ce concept est aussi une garantie de ne pas tomber dans le piège d'un discours très général et très unifiant sur l'Agriculture ou le **Modèle de développement**, etc. Même en se limitant à une typologie à trois facteurs - terre, travail, capital - alors qu'il faudrait éclater ces grandes catégories pour une analyse vraiment pertinente, on s'aperçoit que l'exploitation intensive du travail agricole par combinaison à l'unité travailleur d'une quantité accrue de terre et/ou de capital peut se réaliser selon des voies différentes que l'on retrouve dans l'hétérogénéité de nos régions et de nos structures.

On peut certes citer quelques chiffres moyens donnant une idée de l'ampleur du phénomène. Ainsi depuis 1962/63, à chaque actif agricole correspond deux fois plus de terre à cultiver, près de 3 fois plus de cheptel vif, près de 6 fois plus de consommations intermédiaires en volume, près de 4 fois plus d'amortissement en matériel et bâtiment, et une charge d'intérêt multipliée par 8 en volume. Ces données seraient à affiner, mais elles recoupent assez bien d'autres approches (Dubois, 1980).

On pourrait illustrer le polymorphisme des évolutions ainsi recouvertes, en évoquant différents cas. Les grandes exploitations ont pu jouer sur la réduction de la main-d'œuvre salariée et la mécanisation mais le volume de leur capital global n'a pas augmenté dans des proportions extrêmes, en raison de la disparition du cheptel vif. A contrario les exploitations familiales qui pouvaient difficilement jouer sur le volume de travail, ont connu une intensification à base de capital : le développement des élevages entraînant à la fois accroissement du cheptel vif, des bâtiments, des matériels de culture et des consommations intermédiaires nécessaires à l'accroissement des ressources fouragères. Entre ces deux types, et selon que le mouvement a pu ou non s'accompagner d'une augmentation de la superficie de l'exploitation, on trouve tous les cas de figures dans lesquels l'exploitation intensive du travail se traduit principalement par l'augmentation du rapport terre/travailleur ou celui du rapport capital/travailleur ou implique les deux à la fois.

Certes nous avons limité nos illustrations mais il est certain que peu d'exploitations, même parmi celles qui abritent certaines formes de « résistances paysannes » (Pernet, 1982) ont entièrement échappé à cette logique.

Il faudrait aussi souligner que d'autres entreprises ont connu des évolutions se rattachant à cette exploitation intensive du travail. Certes pour les IAA, la terre n'entre-t-elle pas directement dans le processus de production mais elle constitue le support principal de la matière première agricole transformée et représente le volume potentiel des débouchés des industries d'agro-fourriture. Là aussi il n'y a pas eu seulement investissement en capital pour réduire la quantité de travail dans les processus de fabrication, mais recherche d'un élargissement de la superficie des zones à l'échelle des installations. Ceci constitue une autre dimension importante des phénomènes de concentration et de spécialisation qui ont marqué les dernières décennies.

II. LES POINTS FORTS DU DEBAT SUR LE PRODUCTIVISME

Sur ce que l'on a pu lire ou entendre depuis quelques années des débats sur le « productivisme », il apparaît que les protagonistes ont, pour les uns, cherché par une accumulation de griefs à obtenir une condamnation globale du système, alors que les autres s'efforçaient de démontrer au coup par coup que telle ou telle critique n'était pas suffisamment fondée au plan méthodologique, ou que le système en place comportait différents mécanismes régulateurs qu'il suffisait éventuellement de réactiver pour voir disparaître les bavures incriminées. Il est donc difficile de présenter un aperçu synthétique de ces débats, sans en appauvrir grandement le contenu, dans le cadre de cet article. Sans pour autant prétendre à l'exhaustivité nous tenterons donc de lister un certain nombre des points de divergence.

1. L'accroissement du capital par travailleur menace la reproduction des unités de production.

Pour beaucoup l'évolution du volume des capitaux nécessaires à certains systèmes de production excède largement les possibilités d'accumulation brute des exploitations. La dégradation des rapports de prix, la pression sur les taux d'intérêt rendent parfois insupportable la charge des emprunts - même en période inflationniste -. L'analyse des dossiers des « agriculteurs en difficulté » devrait apporter un éclairage important sur la gravité réelle de la situation. Le problème le plus aigu semble être celui du freinage de l'installation des jeunes, appelés par la force des choses à prendre à leur compte un capital beaucoup plus important que par le passé, et à emprunter lourdement pour rembourser les parts de succession à leurs frères et sœurs qui en tout état de cause ne trouvent plus leur place dans l'agriculture au nom de la logique même de l'intensification du facteur travail. Le problème est d'ailleurs d'autant plus sérieux que souvent l'achat de terre a été la seule façon d'atteindre une dimension économiquement viable.

Il faut dire que l'argumentation des productivistes sur cet aspect n'est pas très forte. Certes une sorte de consensus se fait sur l'idée qu'il faut s'efforcer d'éviter à l'agriculteur d'avoir à acheter le capital foncier pour lui permettre de constituer un capital productif aussi élevé que possible - mais ceci soulève un débat spécifique sur la politique foncière et ses modalités -. Les « productivistes » ne repoussent pas l'idée de la nécessité d'une compétition difficile pour les candidats-exploitants, et même de l'élimination d'un certain nombre d'entre eux qui ne présenteraient pas toutes les garanties techniques et financières (installations sur des superficies trop petites), compte tenu des efforts non négligeables consentis par l'Etat pour l'installation des jeunes. Mais cette position est par ailleurs dénoncée comme favorable à la poursuite d'un certain exode rural, qui globalement aggrave la situation de l'emploi et localement accentue la « désertification » dans les zones les moins favorisées.

2. La marginalisation de certaines zones.

De larges fractions du territoire n'ont pas bénéficié de l'évolution du système agro-alimentaire ; si les disparités avec les régions favorisées se sont atténuées au cours des dernières années c'est plus par arasement des revenus des régions les plus riches que par élévation du revenu des régions pauvres. Des raisons de relief, de

conditions pédo-climatiques, d'éloignement de débouchés, de stratégies des firmes d'amont et d'aval, ont fait que ces régions ont été tenues à l'écart du développement. Certaines de ces zones sont menacées d'abandon, du même coup les ressources naturelles nationales qu'elles représentent n'entreront plus dans les combinaisons productives, y laissant en partie la place à des ressources importées (ovins, protéines, bois). Une partie de la population locale réclame le droit de « vivre au pays » et l'affectation de moyens de recherche et de développement pour l'aider à mettre sur pied des systèmes adaptés.

La position productiviste est souvent sur ce point assez brutale : il faut laisser opérer le marché foncier, le prix des terres abandonnées permettant à des modèles différents ou à des usages nouveaux de l'espace de s'implanter. Une agriculture, à la recherche de débouchés sur les pays tiers ne peut s'embarrasser d'excédents obtenus dans des conditions désastreuses sur le plan économique. Par exemple, à l'affirmation « la montagne a besoin d'une agriculture » (Brun, Osty, 1980), il est répondu « l'Agriculture n'a pas besoin de la montagne ».

3. Structures et économie d'échelle

Comme nous l'avons souligné au chapitre précédent pour la production agricole, l'élargissement des exploitations a souvent facilité les gains de productivité du travail. Toutefois l'agrandissement des exploitations sur un territoire national limité signifie la réduction des densités travail/terre. L'un des arguments forts des adversaires du « productivisme » est alors de souligner que la France, avec seulement 8 % de population active agricole, n'est plus dans la situation des années cinquante, et que le reste de l'économie qui était demandeur de l'excédent de population agricole n'est plus aujourd'hui preneur de chômeurs supplémentaires. Parallèlement on a vu ressurgir le vieux débat sur les économies d'échelle en agriculture, ravivé par les idées avancées d'abord en Norvège sur le thème « small is beautiful » et reprises à son compte par C. Servolin sur le thème provocateur « small is efficient ».

Bien sûr la riposte ne s'est pas fait attendre et tous les arguments classiques sur la supériorité des grandes structures sur les petites ont été exhumés des manuels : indivisibilité de certains investissements, réduction des coûts unitaires, possibilité d'économies externes sur les achats importants ou les gros volumes de livraison, meilleure organisation du travail permettant de dégager du temps pour se former et s'informer (Bergmann, 1981). Tous ces aspects sont évidemment très importants surtout si l'on prend la précaution de les situer dans le contexte de notre économie (comparer l'efficacité du petit agriculteur breton et celle d'un énorme Combinat des pays de l'Est n'a rien de convaincant). Un autre type d'argument avancé par les productivistes est que toute politique égalitaire en matière de structures, supprime la compétitivité, l'élimination souhaitable des « canards boiteux » de l'économie et condamne à terme le dynamisme du secteur.

Pourtant il convient de souligner que la religion des « grandes unités » établie sur les dogmes de la réduction des prix de revient unitaires de production ou de distribution a souvent conduit à des échecs retentissants. Définir à priori la meilleure structure indépendamment du contexte ou de la filière où elle doit s'introduire n'a pas de sens. Pour l'avoir ignoré, certains ont dû renoncer à faire fonctionner des installations sophistiquées par manque de matières premières, d'autres plus chanceux ont réussi pour faire fonctionner ces installations à concentrer l'offre de produits agricoles, ou la demande de facteurs, au prix d'une spécialisation excessive des exploitations et des régions.

L'idée des prix différenciés pour certains produits excédentaires selon les volumes de production livrés, a fait l'objet d'après discussions qui laissent pourtant entière une contradiction : si la taille des exploitations ou des ateliers permet une production marginale à meilleur coût, n'est-il pas normal de proposer un prix légèrement inférieur facilitant l'écoulement de nos excédents sur des marchés difficiles ? Par contre, si, comme le prétendent d'aucuns, cette production marginale ne procure pas de supplé-

ment substantiel de revenu au producteur et ne saurait donc supporter la moindre baisse de prix, n'est-il pas tout à fait souhaitable de la décourager et d'alléger ainsi le marché ?

4. L'intensification et la production animale

Comme on l'a vu cette intensification se caractérise par une brutale augmentation du cheptel vif par travailleur, la concentration des animaux - volailles, porcs, vaches laitières, taurillons - en ateliers importants, une spécialisation des exploitations et des régions.

Aux arguments tout à fait fondés sur les dangers de pollution entraînés par l'épandage des lisiers par exemple (il y aurait « cinq porcs pour un breton » dans les Côtes du Nord), et à ceux beaucoup moins sérieux - bien que signés par un lauréat du Prix Nobel - sur la détérioration des conditions de vie des animaux, sont venus s'ajouter des arguments économiques remettant en cause l'intérêt relatif de ces formes de production notamment en matière de porcs et de lait (Colson, Wolfer, 1981).

Ainsi, en raison du poids des investissements, l'intensification laitière n'aurait pas toujours permis d'augmenter le revenu disponible, donc le niveau de vie des éleveurs (Collombel, Joignaux, 1982). Sur ce point précis (Butault, 1981) d'autres chercheurs arrivent à un résultat contraire notant que les prélèvements du ménage agricole ont pu être accru chez les éleveurs pratiquant l'intensification laitière. Différentes approches par enquêtes (Hairy, Perraud, 1982) ou modèles (Cordonnier, Guinet, 1981) semblent pourtant converger vers une conclusion : ce sont les plus « intensifs » qui figurent parmi les mieux placés sur le plan économique. Pourtant le débat reste ouvert, ni les enquêtes qui constatent des situations existantes, et les résultats d'un système reconnu souhaitable et aidé en conséquence, ni les modèles qui explorent des combinaisons technico-économiques indépendamment des conditions effectives de réalisation (technicité de l'exploitant, situation financière) ne sont entièrement convaincants quant à ce qu'il convient de faire aujourd'hui dans un contexte différent. L'étude est d'ailleurs reprise aujourd'hui sur la base des résultats du RICA et de l'enquête effectuée par l'INRA dans les coopératives laitières de l'Ouest.

Sur un plan beaucoup plus global par contre - mais qui n'intervient certes que très imparfaitement au niveau des décisions des producteurs - on peut s'interroger sur la poursuite de l'évolution du secteur laitier conduisant à un renforcement de la dépendance en matières d'aliments du bétail importés (manioc, soja), à un accroissement très notable de la consommation énergétique et, tantôt à des difficultés d'exportation, tantôt à des coûts de soutien des marchés jugés de plus en plus insupportables par certains de nos partenaires européens (Tirel, 1981).

5. L'intensification et la productivité végétale

C'est sans doute dans le domaine de la production végétale, notamment non fourragère, que les gains de productivité du travail ont été les plus spectaculaires, sans doute d'ailleurs parce qu'elle est principalement le fait de grandes exploitations qui ont pu bénéficier au maximum de la motorisation et de la mécanisation. Tous les arguments évoqués pour critiquer cette évolution n'ont pas la même portée. Il y a quelques années certains ont cru pouvoir dénoncer un « plafonnement des rendements » mais les campagnes 1980 et 1981 ont vu tomber les records de rendement physique pour toutes les grandes cultures ! L'une des chances des exploitations végétales est justement que les progrès de la biologie moderne, notamment en matière de génétique, permettent d'espérer un relai du progrès chimique et du progrès mécanique dans le cadre d'une agriculture à « haute valeur ajoutée biologique » (Poly, 1977, et Poly, 1980).

C'est surtout dans le domaine des produits industriels que se situent les principales critiques : pollution des nappes phréatiques par des produits de lutte contre les adventices ou les maladies des plantes, risques de résidus dans les produits alimentaires. Ces risques seraient-ils mieux perçus si l'on affectait plus de moyens aux recherches en toxicologie ? Rien n'est moins sûr

(Allaire, 1982). La meilleure garantie pour le consommateur semble résider dans l'augmentation du prix de ces produits qui engendrent des réactions de modération chez le producteur et oriente les recherches vers des technologies plus « douces » : résistance génétique, lutte biologique, lutte intégrée, fumure raisonnée...

Pour autant est-ce le triomphe de l'agriculture biologique ? Bien que l'expérience des uns et les difficultés économiques des autres aient rapproché un peu les points de vue entre tenants de l'agriculture biologique et tenants de l'agriculture « productiviste » il reste bien évident que dans des conditions normales (sans rente de situation) l'agriculture biologique ne constitue pas la solution alternative permettant de condamner sa rivale. Comme le signale C. Reboul (1980) la nécessité de maintenir les revenus ou rémunérations des actifs agricoles à un niveau élevé, gardera à la productivité du travail un rôle prédominant dans l'évolution de l'agriculture, et tout particulièrement dans le type d'exploitation concerné par la production végétale.

Reste le problème de l'énergie qui se pose à trois niveaux. Celui de la consommation de l'énergie, celui de la récupération de l'énergie, celui de la production d'énergie. La motorisation, la mécanisation ont joué un rôle considérable dans l'intensification de la production végétale et ont engendré une consommation importante d'énergie. Mais, ne rêvons pas ! Toutes les études montrent que même un rationnement quantitatif de l'énergie affecterait très peu la logique des systèmes de production. La suppression du maïs et de son séchage au fuel permettrait par exemple dans certaines régions de grande culture, de réaliser la marge d'économie éventuellement nécessaire (Bonny, 1981). Les récupérations d'énergie (pailles, déchets) ne changent rien à la logique du système. Toutefois le problème le plus important, souvent dénoncé depuis que l'on envisage l'utilisation énergétique d'une partie de la biomasse, concerne l'entretien de la fertilité des sols souvent malmenée par la simplification des assolements, la disparition des cultures légumineuses, les passages répétés d'engins de plus en plus lourds... et qui se trouverait menacée par le non-enfouissement de certains déchets ou résidus comme les pailles. Enfin, l'introduction de cultures destinées à la production d'énergie pose le problème de savoir dans quelle mesure une agriculture très marquée par l'intensification de la production végétale pourrait intégrer la production d'une biomasse abondante et à coût modeste, destinée à des utilisations énergétiques, alors que par ailleurs une demande alimentaire importante subsisterait ?

Une étude récente de l'Université d'Iowa sur les conséquences d'une extension du programme de production d'alcool carburant à partir du maïs et de ses déchets montre bien, compte-tenu des risques d'érosion et de la mise en valeur de terres fragiles, les conséquences globales qui se répercuteraient sur les coûts de l'agriculture américaine (Turhollow, et al., 1983).

6. La baisse de productivité des consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires qui représentaient 24 % de la valeur des livraisons de l'agriculture en 1959, en représentaient 47 % en 1981. Pendant ce temps, un autre poste lié au capital : les amortissements de matériel et de bâtiments ne progressaient que de 8 à 11 % (cahiers du BAC 82/2).

On voit immédiatement qu'il ne faut pas se tenir à la seule image de la machine qui a remplacé l'homme ; dans la plupart des systèmes de production évoqués au chapitre précédent, d'autres produits industriels se sont substitués très largement au travail : les engrais à la manutention du fumier, les herbicides au sarclage, les semences monogermes de betteraves au démarrage ou au repiquage, les aliments du bétail à une partie de la production fourragère, etc.

Sur le plan comptable la valeur ajoutée brute qui est la différence entre la production et les consommations intermédiaires a tendance à s'effriter dès que la productivité marginale en valeur des consommations intermédiaires tombe au dessous de l'unité. En fait cette productivité marginale en valeur recouvre

une productivité physique (en volume) que multiplie le rapport des prix des produits aux prix des facteurs concernés. La tendance à la baisse de cette productivité physique est inscrite dans la loi des rendements décroissants : elle était en moyenne de 1,55 par comparaison entre deux périodes quinquennales centrées sur 1961 et 1968, était tombée aux alentours de 1,30 entre 1968 et 1973, mais se situait encore au niveau de 1,35 entre 1973 et 1979. Les calculs en francs courants conduisent à une évolution de même nature amplifiée par le caractère favorable ou défavorable du « ciseau des prix » : ainsi la première période évoquée présente un résultat beaucoup plus favorable 2,47 alors que la période noire 73-75 fait chuter le ratio à 1,25.

Il est évident qu'il faut manier ces concepts avec beaucoup de prudence, non seulement il s'agit de productivité partielle et comme l'ont souligné beaucoup d'auteurs la théorie économique s'accommode fort bien d'une décroissance de la productivité d'un facteur (relativement moins cher ou plus abondant) si elle s'accompagne de gains substantiels sur les facteurs les plus rares ou les plus coûteux.

D'autre part on ne peut raisonner sur l'ensemble des consommations intermédiaires comme on le fait sur un facteur isolé - engrais azoté ou quantité de semences - en se référant aux propriétés des fonctions de production. En effet, et nous l'avons dit au début de ce paragraphe, une partie des consommations intermédiaires n'ont pas pour finalité d'accroître la production mais de réduire les coûts en travail : la productivité brute partielle, moyenne ou marginale, ne saurait donc suffire à porter un jugement sur l'efficacité de ces facteurs.

La baisse de la productivité des consommations intermédiaires ne porte pas en soi condamnation du « productivisme ». C'est un phénomène qui pour un économiste classique présente un certain caractère tautologique mais qu'il était bon de rappeler (Marsal, 1980) à ceux qui avaient tendance à en oublier les limites et les conséquences. Une présentation plus récente de ce problème insiste sur un autre aspect qui apparaît comme la rançon de l'insertion de l'agriculture dans des échanges marchands plus intenses. Plus la part de la production en valeur consacrée à l'achat de consommations intermédiaires s'élargit, plus la valeur ajoutée, et encore davantage le revenu d'exploitation devient sensible aux variations de prix et de rendement. Les exemples de 1976 avec la sécheresse et de la période récente caractérisée par les fortes hausses des facteurs de production en portent témoignage. Face à de nouveaux accroissements des coûts, le maintien du revenu agricole exigera des pourcentages d'accroissement des prix agricoles de plus en plus élevés car l'aggravation de ce coefficient de sensibilité va en s'accroissant (Marsal, 1982). La régularité des rendements et la lutte contre les risques de toutes natures qui, il faut bien le dire, n'est pas le propre des systèmes de production très spécialisés diffusés au cours des dernières décennies, doivent reprendre une place prépondérante dans l'orientation des productions.

7. Soumission du travail paysan aux industries d'agro-fournitures et agro-alimentaires

L'accroissement de la productivité du travail direct agricole a impliqué une division des tâches entre les agriculteurs et les industries d'amont et d'aval. De nombreuses fonctions anciennement assurées par l'agriculture ont été progressivement assumées hors de l'exploitation : reconstitution de la fertilité (du fumier aux engrais), production des semences, production fourragère pour la partie « aliments concentrés et protidiques », énergie (de l'animal de trait au tracteur), lutte contre les adventices, etc.

Au plan de la transformation 70 % de la production subit un traitement industriel avant d'atteindre le consommateur. Sur le plan économique le débat porte aussi bien sur la remise en cause de l'intérêt réel de certaines filières, ou de la concentration et de la régionalisation que la logique industrielle impose (F. de Ravignan, 1980) que sur le partage de la valeur ajoutée globale que cette division des tâches implique. Toutefois les tentatives d'ana-

lyse de répartition du surplus (Gallezot, 1979 ; Boussard, Foulhouze, 1980), au-delà des difficultés méthodologiques qu'elles soulèvent, montrent que la vision d'un système dans lequel seules les industries d'amont et d'aval de l'agriculture bénéficieraient des gains de productivité brute du paysan est largement erronée. Les tenants du productivisme soulignent d'ailleurs la contribution du système à la baisse tendancielle des prix alimentaires à la consommation et insistent sur la puissance des structures coopératives et mutualistes chargées de limiter les effets de domination que peut exercer une industrie puissante et concentrée sur des exploitations individuelles et de faible surface économique.

Les critiques les plus vives portent toutefois sur l'évolution du statut du paysan appelé à extraire une matière première, qu'il ne valorisera pas lui-même, selon des normes qui lui sont imposées (parfois par des contrats très contraignants), appliquant parfois, dans des installations livrées clés en main, des recettes toutes prêtes, en utilisant des facteurs qui lui sont également fournis (souches animales, aliments, produits vétérinaires...). La comparaison avec l'artisan soustraitant est immédiate. Rien à voir avec l'image colportée au début des années soixante de l'agriculteur-entrepreneur, libre de ses choix face à des combinaisons productives que la multiplicité des produits et des techniques rendait pratiquement infinies. Suite à l'apparition de conflits graves entre pôles intégrateurs et exploitants, montrant le véritable rapport de force entre les parties, on a pu parler de prolétarianisation des agriculteurs (B. Lambert). Sur le plan théorique, il est vrai que le débat sur la question, a montré que cette assimilation de la classe des agriculteurs à une classe d'ouvriers ne pouvait être très féconde pour traiter de la question agraire. Il n'empêche qu'elle reste un argument très fort chez tous ceux qui prôchent pour différentes formes de « résistances paysannes ». Certains pensent que les formes classiques associatives peuvent suffire pour corriger cette tendance, d'autres prônent des voies de résistance diverses - auto-fourniture de biens et de services sur l'exploitation, transformation des produits à la ferme, ventes par circuit-court, autonomie plus grande des exploitations et des petites régions -. Ces différentes formes de « résistance » existent déjà bien évidemment - fabrication d'aliments du bétail à la ferme, fabrications fermières, ventes directes ou par l'intermédiaire du tourisme -. Leur repérage est pourtant difficile dans la mesure où ces exploitations ne sont généralement pas entrées dans les réseaux du développement, de l'information, et même du financement.

Pour l'essentiel la question est de savoir si la majorité de ces comportements concerne des exploitations brûlant leurs cartouches dans un combat d'arrière-garde leur permettant d'éloigner une échéance inéluctable, ou bien s'il y a là les premiers éléments d'une stratégie généralisable pour la mise en place d'un nouveau mode de développement.

8. L'intensité du travail paysan

La combinaison au travailleur de plus grandes superficies de terre à travailler, d'un plus grand nombre de têtes d'animaux à exploiter, de matériels plus nombreux, se traduit bien sûr par une intensité du travail plus importante. On parle, certes, de la « grande solitude du laboureur de fond » rivé à son tracteur la journée entière... mais il ne faut rien exagérer, que celui qui a déjà labouré les mêmes surfaces avec des bœufs vienne m'aiguillonner s'il pense que son travail était moins intense ! D'autre part les superficies à labourer dans une année dépassent exceptionnellement plusieurs centaines d'hectares dans les structures françaises, et encore, les impératifs de la saison aidant, le même tractoriste ne les laboure pas seul et cette tâche ne l'occupe guère plus de 20 jours par an !

Pour les exploitations très spécialisées dans les productions animales et notamment pour les structures familiales il est par contre incontestable que la charge de travail est plus lourde, que l'amélioration de la productivité exige une division plus poussée du travail, et que la tension des agriculteurs est encore accentuée par des soucis d'entrepreneur face aux conséquences économi-

ques que peut représenter la moindre erreur technique, soucis auxquels viennent s'ajouter des préoccupations nouvelles, par exemple l'enseignement et la formation des enfants qui ne trouveront plus, comme par le passé, un emploi sur l'exploitation.

Certes on constate dans le travail agricole une injection de travail intellectuel (D.R. Bergmann, 1980) encore faudrait-il distinguer entre la matière grise injectée dans les facteurs de production (semences sélectionnées, produits phytosanitaires, aliments composés) qui ne demandent souvent à l'agriculteur que de savoir lire une étiquette et d'être un épicier convenable... et le travail de réflexion, d'enregistrement, de gestion technique et économique qui enrichit la fonction du producteur. Là encore des disparités existent entre les systèmes de production laissant à l'agriculteur beaucoup de temps libre pour se consacrer à ces activités et les systèmes dans lesquels il n'y a pas eu substitution mais addition du travail intellectuel au travail manuel.

Il y a eu incontestablement, grâce à la mécanisation, réduction des efforts physiques : on ne peut décemment prétendre que l'éleveur qui possède un chargeur et un épandeur à fumier se fatigue autant que celui qui avait une fourche et un tombereau. Le problème, à mon avis n'est pas là : dans l'évolution souhaitable vers une réduction des quantités de travail physique ou de surveillance permise par de nouvelles technologies (informatique, automatisation, etc.) ne va-t-on pas tout droit vers des formes de production animale dans lesquelles le rapport capital (matériel et équipement)/UTH serait trop lourd pour des exploitations de faible dimension et le contenu absolu en travail assez modeste pour intéresser de grandes structures. La fin d'une certaine intensité du travail en production animale n'est-elle pas la condamnation de certaines formes familiales de production ?

On ne peut quitter cet aspect du travail agricole sans évoquer le problème des accidents et de la santé des agriculteurs. Les travaux de G. Jégouzo et de son équipe ont permis de lever un coin du voile en la matière, notamment de montrer que les bonnes vieilles images du paysan symbole de la bonne santé ne résistaient pas aux examens cliniques sérieux. Il est difficile par contre d'analyser l'évolution de la fréquence et de la gravité des accidents du travail de façon scientifique, la pratique des déclarations et des assurances étant un fait récent. Certes les accidents de tracteur, de tronçonneuse, ou de stabulation libre sont imputables aux formes nouvelles de production mais qu'en était-il il y a trente ans ? Dans mon village il ne se passait pas de saison sans accident grave : chute de pailler ou de charrettes, accidents d'engrenage lors du battage des céréales, fractures par coups de cornes ou de joug, etc.

9. La dépendance extérieure et la politique d'exportation

Bien qu'il ait été à maintes reprises effleuré, le débat concernant le livre échange et le protectionnisme ne peut être développé ici. La nécessité pour la France d'équilibrer sa balance du commerce extérieur détériorée par notre dépendance énergétique, et l'exemple donné par les Etats-Unis en la matière quelques années auparavant, sont à l'origine d'un mouvement en faveur d'une plus large contribution de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au rétablissement de cet équilibre. Si un assez large consensus existe sur l'objectif, les opinions divergent quant aux modalités de réalisation.

Certains pensent qu'il faut pousser encore plus loin l'effort d'exportations, quitte à importer les matières premières nécessaires à l'accroissement de la production. D'autres soulignent qu'une autre voie toute aussi efficace consisterait à réduire largement notre dépendance sur certains produits (porcs, ovins, semences, bois...) en donnant la priorité à la valorisation de ressources naturelles que nous exploitons mal et qui constituent une chance que n'ont pas certains pays que nous tentons d'imiter (Pays-Bas par exemple). En un mot deux courants d'idées s'opposent par slogans interposés : le « pétrole vert » contre « la reconquête des marchés » (F. de Ravignan, 1980).

Ces différentes thèses sont soutenues par différents arguments. Les « productivistes » pensent que la bataille des exportations devra désormais être livrée sur les marchés internationaux que constituent les pays tiers ; pour « passer » il faudra des prix compétitifs que ne pourra pas toujours assurer le Budget Communautaire déjà trop sollicité ; il faudra donc choisir les créneaux couverts par l'agriculture de pointe, qui a fait ses preuves en la matière, et aller plus loin encore dans le processus d'intensification déjà à l'œuvre (céréales, volailles, lait).

Leurs adversaires soulignent que les défenseurs de la poursuite du mode de développement des dernières décennies font peut-être la partie belle aux résultats obtenus : certes l'objectif des 20 milliards de solde de la balance commerciale a été atteint puis dépassé ; mais ce résultat ne tient pas compte du contenu en import de l'ensemble de la production agro-alimentaire. Celui-ci est à la fois relativement faible (environ 17 %) mais suffisant pour rendre la balance Export/Import de l'activité agro-alimentaire globalement négatif. L'argument selon lequel, justement, toute production marginale supplémentaire exportée améliorerait donc ce résultat comporte un petit défaut méthodologique : rien ne dit que le contenu en import des derniers litres de lait ou des derniers quintaux de céréales ne serait pas très supérieur à ce taux moyen de 17 %. Des publications récentes sur le contenu en devises des produits agricoles, comportent justement des conclusions erronées sur ce point (Cahiers du BAC 82/4, 1983).

De plus la dépendance est parfois lourde à supporter surtout lorsque les disparités monétaires s'accroissent ? La balance commerciale est une chose, la réduction de la dépendance en est une autre ! Au même solde peut correspondre des degrés de dépendance très différents, pratiquement proportionnels aux volumes globaux échangés. En effet la fragilité d'une économie est toute aussi forte lorsque l'expansion des exportations repose sur un petit nombre de marchés (aviculture au Moyen Orient) que lorsque les approvisionnements dépendent d'un petit nombre de pays (embargo du soja). Il est plus facile de perdre un débouché que de reconquérir une part du marché intérieur sauf à changer complètement les règles du jeu que nous avons acceptées jusqu'ici (Marché Commun, GATT, etc.).

C'est justement sur cette question que les critiques du productivisme sont vives. La concentration et la régionalisation de certaines productions, ont ouvert des marchés importants à nos partenaires (protéines, machinisme, énergie) ; la marginalisation de certaines régions a retiré des opportunités de production à certains agriculteurs (on manque de moutons mais les pâturages sont sous-utilisés, notre forêt a souvent occupé des zones abandonnées lopin par lopin par l'agriculture... mais on manque de pâte à papier, etc.).

10. Productivisme, qualité de la vie et équilibres écologiques

Une transformation aussi rapide de l'agriculture ne s'est pas faite sans bousculer, parfois un peu plus que de raison, la société rurale, le paysage, la nature des produits, le patrimoine naturel...

S'il est tout à fait justifié de dénoncer les excès de langage en la matière et le côté militant aveugle de certaines positions, il n'en demeure pas moins que même si le « productivisme » triomphe à nouveau demain, ce sera dans un cadre de contraintes beaucoup plus strictes ou bien en ayant généré les moyens de pallier certaines de ses conséquences inquiétantes. La génétique permettrait-elle de retrouver la variabilité des gènes fortement érodée par les pratiques de sélection ou l'abandon de certaines races ? La technologie alimentaire sera-t-elle en mesure de maîtriser la qualité des produits, de nous faire oublier qu'un certain nombre de produits de terroirs ont bien failli disparaître, et de nous convaincre que nos aliments et nos boissons n'ont pas conservé les traces indélébiles des produits fournis d'abondance par les industries chimiques et pharmaceutiques ? Les scientifiques des disciplines écologiques mettront-ils au point les indicateurs permettant de prévenir les dangers de certaines ruptures brutales

dans les équilibres écologiques instables ? Les responsables politiques favoriseront-ils des systèmes socio-économiques reproductibles permettant de « vivre au pays » à des hommes, seuls capables d'empêcher le milieu de retourner à un véritable état de

nature totalement hostile à l'homme ?

Répondre à ces questions, serait déjà esquisser les voies permettant de trancher ce débat.

CONCLUSION : UNE ACTION VOLONTARISTE SUR DES OBJECTIFS RAISONNABLES

Le débat que nous avons présenté ici de façon non exhaustive - chaque élément aurait mérité la présentation sérieuse des travaux et publications de nombreux chercheurs - ne saurait être tranché en balayant d'un revers de main l'une ou l'autre des argumentations.

Selon que l'on admet que les difficultés qu'éprouvent actuellement les différentes économies nationales correspondent à une crise, c'est-à-dire une phase critique, un accident par rapport à une tendance à long terme, ou au contraire à une période d'inflexion préparant une évolution de nature très différente, la nature et l'urgence des mesures à prendre ne revêtent évidemment pas la même nécessité.

Dans la première hypothèse il faut laisser jouer les mécanismes économiques et surtout ne pas s'opposer aux rééquilibres salutaires qu'ils induisent (assainissement des structures, abaissement des prix au niveau où les plus compétitifs l'emporteront). Dans la seconde hypothèse vers laquelle vont mes préférences il faut préparer les bases d'un développement différent et rompre aussi vite que possible avec les modalités qui ont caractérisé le type de développement des dernières décennies.

Pris un à un, les différents objectifs que l'on fixe au complexe agro-alimentaire peuvent évidemment apparaître comme tout à fait souhaitables.

- renforcer la contribution du secteur à l'équilibre de la balance des paiements, en pratiquant une politique agressive d'exportation, ou en lançant la reconquête du marché intérieur.
- contribuer au maintien de l'emploi dans ses dimensions régionales et nationales.
- assurer le revenu de l'agriculture en réduisant les disparités inter-entreprises et interrégionales.
- contribuer à une moindre dépendance énergétique du pays.
- assurer la compétitivité des entreprises et des exploitations (notamment éviter les tendances inflationnistes).
- valoriser les richesses naturelles du pays (espace, patrimoines génétiques ou culturels).
- contribuer à une politique de qualité des produits (sur le plan organoleptique, bactériologique, diététique).
- préserver la qualité de la vie (gestion du patrimoine naturel).
- élever le niveau de formation et d'information des agriculteurs.
- améliorer les conditions de travail.

Mais comme nous l'avons souligné à l'occasion du Colloque National sur la Recherche et la Technologie, la plupart de ces objectifs peuvent se révéler difficilement conciliables, voire parfaitement contradictoires (J.C. Tirel, 1981). Quelques illustrations éclairaient ce propos :

- privilégier aveuglément l'emploi peut compromettre la compétitivité des entreprises.
- privilégier exclusivement la compétitivité globale du secteur telle que définie par la maximisation d'un petit nombre d'agréats économiques conduit mathématiquement à l'accroissement des disparités.

— le souci unique de rentabilité des entreprises individuelles peut altérer l'équilibre de la balance des paiements.

— la priorité absolue donnée à la croissance quantitative peut conduire à sacrifier la qualité de la vie...

Il ne peut y avoir de compromis optimal de ces différentes finalités sans un projet politique précis, prenant en compte les contraintes économiques et politiques extérieures, et la réalité des forces sociales disposées à soutenir ce projet.

On peut regretter que la France ait tant tardé à se doter des instruments d'analyse prospective qui permettraient - sinon de définir des solutions - de vérifier la cohérence globale des mesures à prendre, des degrés de complémentarité ou d'antagonisme de certains objectifs, et d'évaluer les impacts possibles sur les différents aspects stratégiques. Les Etats-Unis se servent systématiquement de tels outils pour tester l'intérêt de telle ou telle politique (English and coll. 1982), ou l'impact potentiel des changements qui interviennent au niveau de l'appareil productif (renchérissement de l'énergie, menaces sur les réserves en eau, nouvelles technologies).

Certes il y a toujours beaucoup à dire sur l'utilisation de tels modèles, mais cela évite au moins de laisser dire n'importe quoi !

Certes on peut croire aux vertus de la rationalité des agriculteurs et des mécanismes des marchés : c'est vrai qu'il n'est point besoin de changer la logique du système pour obtenir un certain fléchissement de la consommation des exploitants pour les facteurs ayant connu les plus fortes hausses de prix (les faits ont été constatés pour les engrais, les produits phytosanitaires, les investissements), pour voir s'amorcer des orientations productives mieux adaptées au contexte nouveau (extension des cultures de protéagineux) ou encore pour voir les agriculteurs redonner la priorité à des pratiques plus réfléchies face aux problèmes nouveaux (« relance de l'agronomie », regain d'intérêt pour les méthodes de gestion).

Mais les pouvoirs publics ne manquent pas de moyens pour infléchir le cours de choses : politique d'enseignement, de formation et d'information ; politique de la recherche agronomique, politique foncière et des structures, politique de régulation et d'orientation des marchés, politique d'aménagement du territoire, politique des transferts. Une coordination des moyens sur des objectifs globalement raisonnés peut conduire à une évolution très sensiblement différente de celle qui a abouti aux impasses de certaines formes du « productivisme ».

Peut-être cela exige-t-il de dénoncer au préalable les contradictions qui existent au sein des différentes catégories d'acteurs sociaux, agriculteurs, industriels, commerçants et peut-être surtout les consommateurs toujours plus facilement enclins à dénoncer les abus du système productif qu'à renoncer eux-mêmes aux tabous de la société de consommation qui en sont à l'origine.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAIRE G. et BLANC M. (1982). — Politique agricole et paysannerie. Ed. Le Sycomore. 116 p., juin 1982.

BAC Cahiers 82/2. Agriculture statistiques essentielles, sept. 1982, 82/4. Coûts de production, coûts en devises des produits agricoles, fév. 1983.

BLANC M. (1981). — A propos du productivisme. In Nouvelles Campagnes (14-15). Eté 1981, pp. 73-75.

BERGMANN D. R. (1982). — Les transformations structurelles de l'agriculture française depuis 1950. INRA ESR Paris, avril 1982.

BERGMANN D. R. (1975). — Politique agricole Tome II structures. Fasc. 1, Paris INRA ESR.

BOUSSARD J.M., FOULHOUZE I. (1980). — La productivité des exploitations du RICA, 1970-77, in *Economie Rurale*, n° 140, nov.-déc. 1980 « L'agriculture et la crise ».

BONNY S. (1981). — Vers un autre modèle de développement agricole ? INRA ESR Grignon, août 1981.

BRUN A., OSTY P. (1981). — La recherche agronomique et la montagne. in l'INRA et la montagne. Tome 1., 3e trimestre 1981.

BUTAULT J.P. (1981). — Les effets de l'intensification de la production laitière sur le revenu des exploitations et des familles agricoles, lab. Economie Rurale ENSAIA, Nancy 1981.

COLLOMBEL B., JOIGNAUX G. (1982). — Produit et revenu : conditions et contraintes de la reproduction des exploitations agricoles. INRA, IER Lille 1982.

COLSON F., WOLFER B. (1981). — L'efficacité économique de l'intensification laitière et la nécessité des aides de l'état. Une étude de cas : les exploitations laitières de Loire Atlantique. INRA ESR, Paris-Nantes, 1981.

CORDONNIER P., GUINET A. (1981). — Economie de l'exploitation laitière. INRA ESR Grignon. Déc. 1981.

DE RAVIGNAN F. (1980). — L'agriculture pétrole vert de la France ? In *Economie Rurale*. 1980 n° 139. « L'agriculture et la crise ».

DUBOIS P. (1980). — La rupture de la croissance française ; in *Economie Rurale* n° 138, 1980, « L'agriculture et la crise ».

ENGLISH BC., ALT KF, HEADY E. O. A documentation of the resources conservation act's assessment model of regional agricultural production, land and water use, and soil loss. Card Report 107 T Iowa State University Ames Iowa.

JEGOUZO G., BRANGEON J.L., POUPA J.C., ROZE B. (1980). — Travail et santé des agriculteurs et agricultrices (une étude exploratoire en zone d'élevage). INRA ESR, Rennes, mars 1980, 229 p.

JOULIN G. (1982). — Agro-alimentaire : des moyens pour demain. Mission agro-alimentaire. Ministère de la Recherche et de l'Industrie. Juillet 82.

MARSAL P. (1980). — Baisse de la productivité des consommations intermédiaires et développement de l'agriculture. Guide Agricole Philips pp. 114-118, 1980.

LACROIX A. (1981). — Transformations du procès de travail agricole. Incidences de l'industrialisation sur les conditions de travail paysannes. INRA IREP, Grenoble, oct., 1981.

LACROIX A., MOLLARD A. (1981). — Les limites de la voie productiviste. Productivisme et travail paysan in Cahiers du CNEEJA Grenoble n° 3, sept. 1981.

LAMBERT B. — Les paysans dans la lutte des classes. Coll. Politique éd. du Seuil Paris, 187 p.

MARSAL P. (1980). — La baisse de la productivité du capital en agriculture et ses conséquences. INRA Paris, janv.-fév. 1980.

MARSAL P. (1982). — La fragilité économique croissante des exploitations agricoles INRA, Paris, sept. 1982.

MOLLARD A. (1977). — Paysans exploités. PUG. Grenoble 1977, 244 p.

MOLLARD A. (1981). — Le productivisme en crise in cahiers du CNEEJA Grenoble n° 3, sept. 1981.

PERNET P. (1982). — Résistances paysannes, PUG, 1982.

PERRAUD D. (1981). — Spécialisation des exploitations, intensification et politique laitière in Cahiers du CNEEJA, n° 3, sept. 1981.

PERRAUD D., HAIRY D., MATHAL P., et coll. (1982). — La production laitière dans l'Ouest. INRA/CCAO. Rapport de synthèse, fév. 1982.

POLY J. (1977). — Recherche Agronomique. Réalités et perspectives Paris, INRA 1977, 72 p.

POLY J. (1980). — Pour une agriculture plus économe et plus autonome. Paris INRA, 1980, 65 p.

REBOUL C. (1980). — Inflation et choix des techniques agricoles 1970-79 in *Economie Rurale*, n° 140, nov.-déc. 1980. « L'agriculture et la crise ».

ROGER C. (1976). — Eléments d'analyse de la sous-productivité globale des facteurs dans la branche agriculture et de son évolution de 1959 à 1973 à travers la comptabilité nationale. INRA ESR Paris, sept. 1976.

TIREL J.C. (1981). — Finalités et orientations de la recherche agronomique et nouveaux modèles de développement économique et social : contribution INRA au Colloque National de la Recherche et de la Technologie. Déc. 1981.

TIREL J.C. (1981). — Coût énergétique de la filière lait in « La production laitière française, évolution récente et perspectives ». Ouvrage collectif, INRA 1981.

TURHOLLOW AF., HEADY EO., ENGLISH BC., CHRISTENSEN D.A. (1983). — Soil loss associated with alcohol production from corn grain and corn residue. Card report, 115 Iowa, janv. 1983.